

# D'importants changements chez la Gendarmerie nationale

**Un important mouvement de changements est en cours dans le corps de la Gendarmerie nationale, apprenons-nous de source sûre. Ce mouvement a déjà touché le poste d'inspecteur général du commandement de la Gendarmerie nationale, détenu jusque-là par le général Abdelaziz Chater. Avec lui, ce ne sont pas moins de onze chefs de groupements qui sont également concernés par ces changements.**

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Il s'agit exclusivement, pour le moment en tout cas, des groupements de la Gendarmerie nationale des wilayas du centre du pays comme Alger, Boumerdès, Blida, Tipasa, etc.

Selon notre source, ce changement a été ordonné par le vice-ministre de la Défense nationale et chef d'état-major de l'Armée nationale populaire, le général de corps d'armée Ahmed Gaïd Salah. L'on nous confie également que l'ensemble de ces responsables relevés ont été admis



Un mouvement qui devrait intervenir à l'occasion de la traditionnelle fête de l'Indépendance, le 5 juillet.

à la retraite. Lesdits changements qui touchent ce corps paramilitaire n'en sont, nous révèle-t-on encore, qu'un prélude à d'autres mouvements à venir au sein de l'institution militaire. Un mouvement qui

devrait intervenir à l'occasion de la traditionnelle fête de l'Indépendance, le 5 juillet. L'on évoque, de même source, des remaniements qui toucheraient les régions militaires, des directions de cer-

taines structures relevant du ministère de la Défense nationale mais pas seulement. Même le très sensible département du renseignement et de la sécurité, le DRS, n'y échapperait pas. «Il est attendu quelques changements au niveau de quelques structures des services mais il ne concernera pas la haute hiérarchie», nous précise-t-on. Pour rappel, le DRS avait déjà connu quelques changements substantiels en automne 2013 avec, notamment, de nouvelles nominations à la tête de ses directions les plus névralgiques outre la mise de tout le département sous la tutelle du chef d'état-major de l'ANP. C'était avant et, disons-le «cruement», pour les besoins du quatrième mandat de Bouteflika qui avait tout verrouillé, tout mis au service de son coup de force de 2014. Mais, depuis, les donnees ayant changé, un projet de réforme des services aura été finalisé au lendemain de la présidentielle. Il consiste en la mise de l'ensemble des services sous la tutelle directe de la présidence de la République.

K. A.

## COMBATTANTS ALGÉRIENS AUX GUERRES DU MOYEN-ORIENT 1967-1973

### Une «reconnaissance morale» en attendant le «reste»

**Première bataille gagnée pour les éléments de l'ANP ayant pris part aux guerres du Moyen-Orient de 1967 et 1973. En effet, leur engagement aux côtés de la cause palestinienne sera officiellement reconnu dans l'attente, espèrent-ils, d'une «réparation matérielle»**

M. Kebci - Alger (Le Soir) - L'on se rappelle, le Conseil des ministres, réuni le 24 mai dernier, avait approuvé la proposition portant création de «la médaille de la participation» à ces deux guerres. Un projet de loi qui sera certainement adopté, demain jeudi, par l'APN dont la plénière, hier mardi, a été consacrée à sa présentation aux côtés de deux autres projets de loi : celui modifiant et complétant la loi n° 86-04 portant création de la médaille militaire et celui portant création de la médaille de

la bravoure militaire. Cette médaille sera attribuée, selon l'article 3 dudit projet de loi, aux militaires qui ont effectivement participé aux opérations de défense militaire durant un mois et plus, à l'exception de ceux des éléments qui ont été rapatriés en raison de blessures contractées dans les combats. Une reconnaissance qui, cependant, n'ouvre droit à aucune allocation.

Un aspect qui demeurera donc, au stade de «revendication» parmi les concernés qui, pour ce faire, se sont constitués depuis 2001 dans l'Organisation nationale des anciens combattants du Moyen-Orient en 1967 et

1973» (Onacmo). Cette entité agréée en 2011 ne cesse de réclamer «une reconnaissance de leurs droits moraux et sociaux».

Et si, donc, ces combattants seront incessamment réhabilités dans leurs droits moraux, à travers cette reconnaissance, eux qui demandent une «reconnaissance historique», ils revendiquent également des «salaires et une prise en charge médicale». Surtout, ont-ils argumenté à chacune de leurs manifestations de rue, que «parmi ces soldats, beaucoup ont laissé leur vie, d'autres ont contracté des blessures et des handicaps à vie mais aussi des troubles mentaux et psychiques

nécessitant une prise en charge médicale continue». Ces trois projets de loi constituent un hommage de la Nation aux personnels de l'ANP et des corps de sécurité pour leur engagement et leurs sacrifices dans la lutte contre le terrorisme ainsi que leur mobilisation permanente pour la protection des personnes et des biens, et pour la garantie de l'intégrité du territoire national. D'ailleurs, lors des débats, un député a proposé que de similaires distinctions soient réservées aux membres des autres services de sécurité qui auront fait preuve de bravoure lors de l'accomplissement de leurs missions.

M. K.

## TERRORISME ET DROITS DE L'HOMME

### Louh fait l'éloge de la méthode algérienne

**L'Algérie a réussi à concilier l'équation lutte contre le terrorisme et droits de l'Homme. C'est Tayeb Louh qui faisait, hier, l'éloge de la méthode algérienne tout en rappelant que le pays avait fait face seul au fléau pendant de longues années. Il s'exprimait à la clôture des travaux de la 20<sup>e</sup> réunion du groupe africain de l'Union internationale des magistrats.**

Nawal Imès- Alger (Le Soir) - L'Algérie a réussi le pari de lutter contre le terrorisme tout en ne bafouant pas les droits de l'Homme, selon le ministre de la Justice. Un combat qu'elle a mené seule, «sans le soutien de personne», a déploré Louh qui ajoutait, hier, qu'il aura fallu attendre les attentats de septembre 2001 pour que la communauté internationale prenne conscience que le terrorisme nécessitait une approche globale devant mettre chaque

pays devant ses responsabilités. L'équation terrorisme-droits de l'Homme, reconnaît Louh, met souvent les Etats face à des choix difficiles en les poussant à faire des choix «exceptionnels». L'Algérie, dit-il, a choisi l'approche sécuritaire et judiciaire pour lutter contre le terrorisme face à l'inadaptation de l'approche purement judiciaire en raison de la spécificité du fléau. Cela, explique le garde des Sceaux, ne doit pas pour autant conduire les Etats à faire l'im-



Tayeb Louh.

passer sur les droits de l'Homme au nom de la lutte antiterroriste. C'est pour cela, dit-il, que l'Algérie a opté pour une profonde réforme de son arsenal juridique. Abordant la

question de la lutte contre le terrorisme au niveau du continent africain, Louh a estimé que l'approche doit être globale, prenant en compte les aspects liés à la démocratie, au développement et aux droits de l'Homme. Le terrorisme, dit-il, n'est pas «une fatalité» et l'Afrique doit absolument avoir son mot à dire en matière de promulgation des lois antiterroristes.

Au terme de trois jours de travaux de la 20<sup>e</sup> réunion du groupe africain de l'Union internationale, des magistrats ont recommandé le renforcement du contrôle judiciaire, une meilleure coordination en matière d'extradition ainsi que la criminalisation des paiements de rançons.

N. I.

## ACCIDENTS DE LA CIRCULATION

### 30 morts et 1 278 blessés en une semaine

Trente personnes ont trouvé la mort et 1 278 autres ont été blessées dans 1 103 accidents de la circulation enregistrés durant la période du 24 au 30 mai au niveau national, selon un bilan établi par la Protection civile hier.

Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de M'sila avec 5 morts et 48 blessés dans 36 accidents de la route, relève la même source.